



COMMISSION DES FINANCES,
DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE
ET DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

Le président

Le 7 juillet 2026

PLUS QUE JAMAIS L'ASSEMBLEE NATIONALE DOIT POUVOIR DEBATTRE D'UN BUDGET RECTIFICATIF

Ce 7 juillet 2026 a lieu le deuxième comité d'alerte sur les finances publiques et la situation économique.

Le Gouvernement pourrait à cette occasion actualiser son chiffrage du coût de la guerre au Proche-Orient qui avait été estimé en avril à 6 Md€. Au regard du recul de l'activité économique et de la consommation observé au premier trimestre, il devrait annoncer un effort supplémentaire pour tenir son objectif de déficit. En l'absence de mesures, il serait contraint de réviser cet objectif à la hausse.

Dans le cadre de ce deuxième comité, je renouvellerai l'exigence d'un budget rectificatif (PLFR). Cet outil permettrait d'explorer toutes les pistes, notamment des hausses de recettes, au lieu des seules annulations de crédits envisagées par le Gouvernement. Au lieu de faire payer l'ensemble la population et la collectivité, il serait ainsi logique d'exiger des grandes entreprises qui ont fait des surprofits pendant la période, comme TotalEnergies, qu'elles contribuent à l'effort national.

Mais ce n'est pas la seule raison d'exiger un PLFR. À force d'imprévoyances et de baisses des crédits, le Gouvernement se retrouve dans l'incapacité de faire face à certaines urgences dramatiques. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir averti l'exécutif des risques encourus.

Face aux violences faites aux enfants, le manque criant de magistrats, policiers judiciaires et personnels spécialisés a été révélé par l'affaire Lyhanna. Comment accepter de perdre six mois et d'attendre le PLF 2027 pour réagir à ces carences, pour donner les moyens nécessaires à la protection de l'enfance ?

Face à la canicule, nous avons subi l'incapacité de protéger les plus vulnérables dans les Ehpad, les hôpitaux, les écoles, les milliers d'habitations transformées en bouilloires thermiques. Plusieurs milliers de personnes y ont perdu la vie. Pas plus qu'en 2020 face au covid nous ne pouvons accepter en 2026 face aux canicules d'attendre des mois avant que le Gouvernement apporte une vraie réponse. Plusieurs milliards d'euros sont nécessaires pour lancer dès maintenant les travaux d'aménagement et les commandes d'équipements avant de poursuivre cet effort dans le PLF 2027.

Face aux incendies, l'ampleur des dégâts révèle notre incapacité à les affronter seuls. Longtemps la France a aidé ses voisins européens, c'est elle maintenant qui se retrouve à demander de l'aide faute de personnels et de matériels suffisants. Ici aussi, ce n'est pas faute depuis plusieurs années d'avoir averti sur le niveau du budget de la sécurité civile. Il était évident et connu qu'il s'avérerait insuffisant dans le cas où plusieurs mégafeux se déclarent en même temps sur la moitié du territoire hexagonal.

Face à ces menaces nous ne pouvons pas perdre six mois. Oui, il y a urgence. Oui, l'alerte est de mise. Ce comité devrait donc lancer sans tarder un PLFR pour aller chercher les milliards nécessaires afin de parer à ce qui devient vital pour la population.

Éric Coquerel